

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

MARS 2006

Rompre avec la facilité de la dette

La dette des administrations publiques a quintuplé en euros constants depuis 1980 et dépasse 1100 milliards d'euros

01/03/2006

La qualité de crédit des collectivités françaises reste bonne

Après un exercice 2005 de qualité, les collectivités vont devoir déployer une gestion budgétaire beaucoup plus rigoureuse pour continuer à mériter leur note, pour l'agence de notation Standard & Poor's.

02/03/2006

Exonérations et allègements : la compensation des pertes de recettes

Circulaire du 15 février 2006 relative aux compensations versées en 2006 aux collectivités locales pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'État (NOR : IVICTB0600019C; non publiée au JO)

06/03/2006

La pédagogie appliquée à la gestion de la dette

La Fédération des maires des villes moyennes édite un guide pratique.

27/03/2006

Dotations de l'Etat : ce qui change en 2006

La loi de finances 2006 est venue apporter quelques modifications concernant les dotations de l'Etat aux collectivités locales.

1/03/2006

Finances publiques

Deux circulaires du 15 février 2006 sont relatives à la fixation des taux d'imposition des quatre taxes directes locales en 2006.

31/03/2006

Dotations de l'Etat : les modalités de répartition pour 2006

Le Comité des finances locales (CFL) s'est réuni, le 7 février 2006, afin de répartir les grandes masses de la dotation globale de fonctionnement pour 2006.

31/03/2006

10 conseils pour renégocier la dette

La renégociation est mis à toutes les sauces car il véhicule une fausse idée de gain alors que la majorité des renégociation se soldent en fait par des pertes cuisantes pour les collectivités qui s'y livrent

31/03/2006

Collectivités locales Informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2006

Circulaire du 13 février 2006 Ministère délégué aux Collectivités locales – DGCL

24/03/2006

Acquisition par un EPCI d'un immeuble situé sur le territoire d'une communauté de communes voisine en vue de maintenir la présence d'une entreprise

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

24/03/2006

FISCALITE LOCALE

Le département du Loiret majore ses impôts de 6 %

Le Conseil général du Loiret a voté une augmentation de sa fiscalité de 6 % pour 2006 pour un produit fiscal attendu de 165 millions d'euros.

13/03/2006

Taxe foncière sur les propriétés bâties : une exonération prolongée pour les logements sociaux...

Circulaire UHC/QC 2 n° 2005-71 du 28 novembre 2005 relative à l'application de l'article 1384 Al bis du code général des impôts, portant à vingt ans la durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logements neufs à usage locatif respectant certains critères de qualité environnementale (NOR : SOCU0510383C; non publiée au JO)

20/03/2006

Limites d'application des abattements, exonérations et dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe d'habitation pour l'année 2006

Arrêté du 1 mars 2006

24/03/2006

Procédures électroniques dans les passations de marchés des collectivités territoriales

Réponse ministérielle du 14 février 2006

24/03/2006

Collectivités locales Informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2006

Circulaire du 13 février 2006 Ministère délégué aux Collectivités locales – DGCL

24/03/2006

Notre système de fiscalité locale est à bout de souffle

Une réforme globale de la fiscalité locale s'impose, estime le président de l'AMF. Celui-ci constate que l'Etat compte sur le maire pour conforter le pacte républicain. Il approuve le projet de réforme de la FPT.

27/03/2006

TEOM : la hausse programmée ?

Si la TEOM a connu une forte hausse, on peut craindre que le pire soit devant nous... Nombre de communautés d'agglomération sont tentées de l'augmenter, pour financer le traitement des déchets ménagers... et trouver de nouvelles recettes... un réel problème d'équité fiscale.

15/03/2006

Collectivités locales, Informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2006

Circulaire du 13 février 2006 Ministère délégué aux Collectivités locales - DGCL

24/03/2006

Eligibilité au FCTVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal

Le Conseil d'Etat reconnaît l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal et des redevances forfaitaires versées par une collectivité publique au cocontractant d'un marché public.

20/03/2006

La nomenclature budgétaro-comptable de l'Etat en LOLF

L'articulation entre comptabilité générale et comptabilité budgétaire
01/03/2006

Instructions comptables : les dernières modifications...

Circulaire du 31 décembre 2005 relative aux modifications apportées à compter de l'exercice 2006 aux instructions budgétaires et comptables M14, M52 et M61. Mesures diverses d'accompagnement (NOR : MCTB0510036C; non publiée au JO)
06/03/2006

L'avenir du régime de responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP) des comptables publics : le point de vue du directeur général de la Comptabilité publique

L'avenir du régime de responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP) des comptables publics : le point de vue du directeur général de la Comptabilité publique
31/03/2006

Qualité comptable et contrôle interne comptable dans le cadre de la loi organique sur les lois de finances (2e partie)

Le contrôle Interne comptable est le levier principal de la qualité comptable
31/03/2006

La certification des comptes des branches du régime général de Sécurité sociale

Chaque année, la Sécurité sociale redistribue des sommes supérieures au budget de l'Etat. En 2004, les dépenses de la Sécurité sociale se sont élevées à 346,6 milliards d'euros. Pour le seul régime général des travailleurs salariés, le plus important, 292.4 milliards de cotisations et contributions sociales ont été recouverts par l'ACOSS et le réseau du recouvrement et redistribués aux caisses qui seront les prestataires (maladie, allocations familiales, vieillesse).
31/03/2006

Budget communal: savoir le lire pour mieux réagir

Les communes ont l'obligation d'adopter un budget visant à informer les citoyens sur le niveau de leurs contributions et l'emploi de ces dernières. Savoir comment ce document est élaboré et surtout savoir le lire est un atout précieux dans la perspective d'une demande ou de suivi d'une subvention.
31/03/2006

Les frais de justice à l'épreuve de la Lof

La loi organique sur les lois de finances est entrée en vigueur le 1er janvier. Le ministère de la Justice se convertit à la culture de la performance, avec comme premier champ d'application les frais de justice.
31/03/2006

Dématérialisation des pièces justificatives avant leur transmission au comptable public

Réponse ministérielle du 2 février 2006
24/03/2006

Quelques aspects de la loi organique relative aux lois de finances dans ses rapports avec le système administratif

La loi organique du 1er août 2001, relative aux lois de finances (LOLF), apporte des changements de grande ampleur au droit budgétaire, annonce des modifications du droit de la comptabilité publique et emporte des effets indirects sur les autres composantes des finances publiques. Cette réforme se distingue des précédentes par l'étendue de ses répercussions sur tout le système administratif
13/03/2006

Le droit dérivé de la LOLF

La mise en oeuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) a été faite essentiellement par voie de circulaires, recommandation, mémentos, émanant du ministère de l'économie et des finances. Le

recours à ce procédé souple n'est pas cependant sans présenter d'inconvénients en termes d'exhaustivité du champ de la réforme et de comptabilité avec d'autres normes en vigueur

13/03/2006

Que change la LOLF au fonctionnement d'une grande administration?

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est présentée comme le principal levier de réforme de la gestion publique. En amont, l'expérience de la globalisation a permis au ministère de l'intérieur d'organiser le dialogue de gestion centrale préfectures autour de la performance. La LOLF modifie l'équilibre des relations de pouvoir au sein des administrations, entraîne une adaptation de leurs modes de fonctionnement. Il s'agit d'une conduite du changement globale, qui nécessite un accompagnement fort par les directeurs des ressources humaines des ministères

13/03/2006

LOLF et gestion de la réforme publique

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est à la fois une réforme budgétaire et une réforme d'ensemble de la gestion publique orientée vers la recherche de la performance. La globalisation et la fongibilité des crédits visent une amélioration de la qualité des services rendus, de l'efficacité et de l'impact global des politiques. Sans remettre en cause le statut général des fonctionnaires, la LOLF appelle une nouvelle organisation qui, par une meilleure gestion des compétences et la recherche de la performance globale de la fonction ressources humaines, répond aux besoins quantitatifs et qualitatifs des responsables de la mise en oeuvre des politiques publiques.

13/03/2006

Provisions pour démantèlement, enlèvement et remise en état de sites : quel taux d'actualisation retenir dans les comptes individuels ?

Les nouvelles règles comptables sur les actifs applicables pour l'exercice 2005 ont fait l'objet d'un avis du Comité d'urgence du CNC relatif aux coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état de sites dans les comptes individuels. Quelles sont les précisions de l'avis CU CNC 2005-H sur le taux d'actualisation à retenir dans les comptes individuels ?

13/03/2006

CONSOLIDATION

Internet des champs: le débit s'accélère

Un rapport détaille la multiplication des réseaux développés par les collectivités locales.
15/03/2006

Haut débit en zones rurales : satisfecit aux collectivités

On recense une soixantaine de projets de grande envergure
16/03/2006

Les collectivités locales se placent sur le haut débit

Les réseaux télécoms construits par les collectivités s'étendent sur 13.000 kilomètres de fibres optiques.
16/03/2006

L'Administration a-t-elle besoin des PGI ?

Les progiciels de gestion intégrés intéressent l'Administration. Coup sur coup, la Mairie de Paris et le ministère des Finances ont choisi SAP pour informatiser leurs services. Ces deux contrats feront-ils tâche d'huile ?
17/03/2006

Les agents publics apprécient l'e-administration

Une étude publiée lors du Forum européen de l'administration électronique fait le point sur la popularité des nouvelles procédures.
24/03/2006

Télégestion et maintenance centralisée pour les lycées du Centre

La région et l'Etat se sont associés dans un GIP pour apporter des solutions informatiques mutualisées.
27/03/2006

Les entreprises face à la dématérialisation des marchés publics

46 452 dossiers ont été téléchargés en 2005, mais moins de 5% ont donné lieu à des réponses électroniques sur le site de l'Etat marches-publics.gouv.fr (sauf ministère de la Défense).
24/03/2006

Communication financière : transparence accrue et outils multiples

Face à une croissante de transparence financière et de justification des dépenses publiques, les outils de communication s'améliorent et se multiplient pour répondre à la demande de publics très variés. L'exemple de quelques grandes villes.
31/03/2006

La dématérialisation du contrôle de légalité en marche.

Aujourd'hui, les communes peuvent télétransmettre leurs délibérations à leur préfecture. Il ne leur reste plus qu'à choisir leur solution de télétransmission.
31/03/2006

RESSOURCES HUMAINES

Les services techniques embauchent techniciens et ingénieurs

Plus d'un recrutement sur cinq envisagé cette année dans les collectivités locales concerne les services techniques
03/03/2006

Les communes affichent des besoins tous azimuts

Comme la majorité des collectivités de la fonction publique territoriale (FPT), les communes recrutent régulièrement du personnel technique, dans tous les métiers
03/03/2006

Les structures intercommunales cherchent des techniciens expérimentés

Sur le plan national, les structures intercommunales se heurtent à un fort déficit en techniciens expérimentés
03/03/2006

Priorité aux routes et aux bâtiments dans les départements

Les départements ont des compétences techniques dans le domaine des routes, des transports scolaires, des collèges, de la gestion du patrimoine et des bâtiments départementaux.
03/03/2006

Les régions recherchent des ingénieurs experts

Elles jouent un rôle d'impulsion et d'animation de politiques sur de vastes territoires ; elles recrutent plutôt sur des postes de haut niveau de qualification.
03/03/2006

Intégrer la fonction publique

Le panorama des métiers, le calendrier des concours et toutes les informations utiles
13/03/2006

Quelques aspects de la loi organique relative aux lois de finances dans ses rapports avec le système administratif

La loi organique du 1er août 2001, relative aux lois de finances (LOLF), apporte des changements de grande ampleur au droit budgétaire, annonce des modifications du droit de la comptabilité publique et emporte des effets indirects sur les autres composantes des finances publiques. Cette réforme se distingue des précédentes par l'étendue de ses répercussions sur tout le système administratif
13/03/2006

Le droit dérivé de la LOLF

La mise en oeuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) a été faite essentiellement par voie de circulaires, recommandation, mémentos, émanant du ministère de l'économie et des finances. Le recours à ce procédé souple n'est pas cependant sans présenter d'inconvénients en termes d'exhaustivité du champ de la réforme et de comptabilité avec d'autres normes en vigueur
13/03/2006

Que change la LOLF au fonctionnement d'une grande administration?

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est présentée comme le principal levier de réforme de la gestion publique. En amont, l'expérience de la globalisation a permis au ministère de l'intérieur d'organiser le dialogue de gestion centrale préfectorales autour de la performance. La LOLF modifie l'équilibre des relations de pouvoir au sein des administrations, entraîne une adaptation de leurs modes de fonctionnement. Il s'agit d'une conduite du changement globale, qui nécessite un accompagnement fort par les directeurs des ressources humaines des ministères
13/03/2006

LOLF et gestion de la réforme publique

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est à la fois une réforme budgétaire et une réforme d'ensemble de la gestion publique orientée vers la recherche de sa performance. La

globalisation et la fongibilité des crédits visent une amélioration de la qualité des services rendus, de l'efficacité et de l'impact global des politiques. Sans remettre en cause le statut général des fonctionnaires, la LOLF appelle une nouvelle organisation qui, par une meilleure gestion des compétences et la recherche de la performance globale de la fonction ressources humaines, réponde aux besoins quantitatifs et qualitatifs des responsables de la mise en oeuvre des politiques publiques.

13/03/2006

 **Issy-les-Moulineaux externalise sa gestion RH**

La mairie des Hauts-de-Seine a voulu rendre plus efficace le fonctionnement de son service des ressources humaines.

16/03/2006

 **Le CESU est également un outil de dialogue social**

Les communes pourront utiliser le chèque emploi service universel et les enseignes nationales de services à la personne.

31/03/2006

Quelques aspects de la loi organique relative aux lois de finances dans ses rapports avec le système administratif

La loi organique du 1er août 2001, relative aux lois de finances (LOLF), apporte des changements de grande ampleur au droit budgétaire, annonce des modifications du droit de la comptabilité publique et emporte des effets indirects sur les autres composantes des finances publiques. Cette réforme se distingue des précédentes par l'étendue de ses répercussions sur tout le système administratif
13/03/2006

Le droit dérivé de la LOLF

La mise en oeuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) a été faite essentiellement par voie de circulaires, recommandation, mémentos, émanant du ministère de l'économie et des finances. Le recours à ce procédé souple n'est pas cependant sans présenter d'inconvénients en termes d'exhaustivité du champ de la réforme et de comptabilité avec d'autres normes en vigueur
13/03/2006

Que change la LOLF au fonctionnement d'une grande administration ?

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est présentée comme le principal levier de réforme de la gestion publique. En amont, l'expérience de la globalisation a permis au ministère de l'intérieur d'organiser le dialogue de gestion centrale préfectures autour de la performance. La LOLF modifie l'équilibre des relations de pouvoir au sein des administrations, entraîne une adaptation de leurs modes de fonctionnement. Il s'agit d'une conduite du changement globale, qui nécessite un accompagnement fort par les directeurs des ressources humaines des ministères
13/03/2006

LOLF et gestion de la réforme publique

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est à la fois une réforme budgétaire et une réforme d'ensemble de la gestion publique orientée vers la recherche de la performance. La globalisation et la fongibilité des crédits visent une amélioration de la qualité des services rendus, de l'efficacité et de l'impact global des politiques. Sans remettre en cause le statut général des fonctionnaires, la LOLF appelle une nouvelle organisation qui, par une meilleure gestion des compétences et la recherche de la performance globale de la fonction ressources humaines, répond aux besoins quantitatifs et qualitatifs des responsables de la mise en oeuvre des politiques publiques.
13/03/2006

Quand la déontologie et le contrôle interne s'externalisent

L'AMF pourrait imposer à terme au dirigeant d'une petite société de gestion de recourir à un prestataire extérieur.
20/03/2006

INTERCOMMUNALITE

16 août : échéance de l'intérêt communautaire

Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doivent impérativement définir la répartition des zones de compétences. Sous peine d'un transfert global aux communautés

01/03/2006

Les chartes de fonctionnement des EPCI : un pouvoir d'auto-organisation conforté

Certains EPC élaborent des chartes de fonctionnement pour renforcer la place des communes et préciser les grands principes encadrant les politiques communautaires. La valeur de ces chartes, qui ne sont prévues par aucun texte, résulte de l'engagement moral des élus

06/03/2006

Fusion d'EPCI et continuité territoriale...

Réponse ministérielle - Question de Mme Marie-Jo Zimmermann - JO AN du 31/01/2006 p. 1044

06/03/2006

TEOM : la hausse programmée ?

Si la TEOM a connu une forte hausse, on peut craindre que le pire soit devant nous... Nombre de communautés d'agglomération sont tentées de l'augmenter, pour financer le traitement des déchets ménagers... et trouver de nouvelles recettes... un réel problème d'équité fiscale.

15/03/2006

Cinq mois pour corriger des transferts de charges

Redéfinition de l'intérêt communautaire ou recalcul des charges transférées? Les deux voies peuvent être combinées entre elles pour optimiser les flux financiers entre communes et établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

20/03/2006

Etablissements publics territoriaux de bassin : les modalités de mise en œuvre

Circulaire MEDD/SDMAGE/BPIGR/CCG du 9 janvier 2006 relative à la reconnaissance officielle des établissements publics territoriaux de bassin (NOR : DEV00650013C; non publiée au JO)

20/03/2006

L'Observatoire sénatorial de la décentralisation veut faire le bilan coût/avantage de l'intercommunalité

Source : Sénat, Observatoire de la décentralisation, rapp. ; JCP A 2006, act. 141

31/03/2006

Acquisition par un EPCI d'un immeuble situé sur le territoire d'une communauté de communes voisine en vue de maintenir la présence d'une entreprise

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

24/03/2006

Les territoires de l'intercommunalité (Périmètres et pertinence)

Le récent rapport public de la Cour des Comptes sur l'intercommunalité consacre, parmi ses nombreuses observations, de longs passages aux conditions de son "déploiement territorial".

31/03/2006

✚ **Étude sur les contentieux de création et d'extension des établissements publics de coopération intercommunale**

Le développement croissant et massif de l'intercommunalité, constamment encouragé depuis 1999, fait place à l'émergence d'un contentieux ayant trait au processus de création et d'extension des structures intercommunales. Ces litiges portés devant le juge administratif par des communes opposées à leur intégration dans un territoire communautaire peuvent être scindés de deux manières. Il s'agit soit d'un contentieux relatif à la détermination du périmètre pertinent de l'établissement public, exigeant une continuité administrative du périmètre et facilitant la formalisation d'un projet de territoire, soit d'un contentieux qui a trait au choix des compétences transférées ainsi qu'aux modalités juridiques dudit transfert. Ces contentieux ont donné l'occasion au juge administratif de préciser le cadre juridique d'intervention du représentant de l'État dans son rôle d'initiateur des démarches intercommunales.

31/03/2006

✚ **Acquisition par un EPCI d'un immeuble situé sur le territoire d'une communauté de communes voisine en vue de maintenir la présence d'une entreprise**

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

24/03/2006

✚ **TEOM : la hausse programmée ?**

Si la TEOM a connu une forte hausse, on peut craindre que le pire soit devant nous... Nombre de communautés d'agglomération sont tentées de l'augmenter, pour financer le traitement des déchets ménagers... et trouver de nouvelles recettes... un réel problème d'équité fiscale.

15/03/2006

Le fonctionnement du conseil d'administration des SEM

Les SEM associent la souplesse de gestion des entreprises à la réalisation d'objectifs d'intérêt général.
13/03/2006

Gironde : les banques derrière l'aménageur du site Mégajoule

La SEM en charge de l'aménagement de la zone d'accueil des sous-traitants du Laser géant Mégajoule a passé un accord avec 5 banques.
22/03/2006

ASSOCIATIONS

Associations, votre compte est bon !

Il est vivement conseillé aux associations, quelles que soient leur taille et leur activité, de tenir un minimum d'écritures comptables. Dans un premier temps, pour les plus petites d'entre elles, le livre des recettes peut suffire. Mais dès qu'un tiers est sollicité dans la perspective d'un financement ou de l'octroi d'une subvention, des documents comptables dignes de ce nom sont obligatoirement requis : bilan, compte de résultat, compte rendu financier... Le maniement de l'argent public ou provenant du public engendre effectivement un grand nombre d'obligations spécifiques : publicité, contrôle, certification
15/03/2006

Quand subventionner rime avec manager

Plus de la moitié du budget moyen des associations est constitué par les subventions, les deux tiers d'entre elles recevant des contributions publiques. Les subventions font vivre les associations. Dominique de Villepin l'a récemment reconnu en s'engageant à ce que l'État verse sa participation en temps et en heure afin d'assurer aux associations une certaine sécurité financière. Toutefois, comment choisir la structure à subventionner ? Convention et critères de subvention semblent être les bons ingrédients pour établir une démarche véritablement managériale de partenariat. Un rapport du Sénat exposant un exemple de "critérisation" des subventions montre Moût l'intérêt d'une telle approche
15/03/2006

Associations, secteur privé et mutuelles rivalisent sur le marché des services à la personne

Le chèque emploi-service universel fédère une nouvelle activité offerte aux particuliers, mais les acteurs sont encore loin d'avoir bâti une offre homogène
22/03/2006

Responsabilité pénale des associations : un risque élargi

La loi " Perben II " a modifié profondément le régime de la responsabilité pénale des personnes morales. Désormais, toute association peut être déclarée pénalement responsable pour n'importe quelle infraction commise par ses représentants. Un facteur de fragilité supplémentaire pour le milieu associatif ou une chance à saisir pour clarifier certaines situations ?
31/03/2006

Gestion déléguée : les risques

Conseil d'État, département de la Dordogne, n° 259748,5 décembre 2005.
31/03/2006

L'Elysée étudie le projet de banque sociale du président d'Emmaüs

Alors que s'ouvre la semaine du microcrédit, les initiatives pour prêter aux plus démunis se multiplient
28/03/2006

Délégations

Un nouveau géant dans les services énergétiques

Ce rapprochement, accéléré par la tentative d'OPA du producteur italien Enel, "concrétise l'aboutissement des discussions engagées il y a quelques mois"

03/03/2006

Deux tribunaux administratifs examinent la conformité de concessions d'énergie au regard des règles internes et communautaires.

TA Poitiers 29 juin 2005, Comité mixte à la production Régie syndicat intercommunal énergie (req. n° 0401875-0401995); TA Caen 15 novembre 2005, Gaz de France (req. n° 0500196)

06/03/2006

Contestation autour de l'ouverture d'une ligne Paris-Ajaccio par Easyjet

Alors que la compagnie a déjà ouvert les ventes sur les vols de cette ligne saisonnière, l'Office des transports de la Corse assure qu'Air France et la CCM bénéficient d'une exclusivité sur cette desserte.

13/03/2006

Réseau de Transport d'Electricité : ouvrir le capital ne semble plus d'actualité

Alors qu'une prise de participation de la Caisse des Dépôts était envisagée dès cette année, la recomposition du tour de table de RTE est au point mort. L'opération faisait pourtant partie des cessions d'actifs programmées à court terme par EDF.

15/03/2006

A Toulouse, le métro otage d'un conflit social et de rivalités politiques

Le conflit social, qui dure depuis un mois, se double d'une opposition entre partisans et adversaires de la gestion en régie au sein du syndicat mixte des transports en commun. - 16/03/2006

Police des jeux et égal accès à une délégation de service public

La pratique administrative consistant à différencier pour l'exploitation des machines à sous les anciens délégataires d'un casino des nouveaux est illégale.

20/03/2006

Intérêt pour contester une convention d'occupation du domaine public

Arrêts N° 259527 et 259528 du 25 novembre 2005 Conseil d'Etat

24/03/2006

Comment établir une tarification intermodale

Proposer une tarification intermodale relève d'une volonté politique. Si les nouvelles technologies en facilitent la mise en place, leur coût reste élevé.

27/03/2006

L'Ile-de-France lancera un nouveau ticket de transport en octobre

A l'occasion du vote de son budget 2006, le Syndicat des transports d'Ile-de-France a décidé, hier, la mise en place d'un nouveau ticket valable une heure sur l'ensemble du réseau de bus, métro et RER.

30/03/2006

Six concurrents pour la SNCF dans le transport de marchandises

Le marché national du fret sera ouvert à la concurrence à compter du 1er avril. L'arrivée de nouveaux acteurs pourrait permettre au fer de regagner du terrain sur le transport routier

30/03/2006

Des déchets deux fois plus chers à traiter qu'en 1994

La France croule sous ses ordures

03/03/2006

 **Gestion déléguée : les risques**

Conseil d'État, département de la Dordogne, n° 259748,5 décembre 2005
31/03/2006

La CCIP prépare l'avenir

L'engagement de la CCIP en faveur de la création et de la transmission d'entreprise, de la formation, du commerce et du rayonnement de la région-capitale apparaît entre les lignes de son budget 2006. Un budget qui fait la part belle aux investissements.

01/03/2006

Les avocats s'élèvent contre la mission d'appui aux PPP

Les avocats du Barreau de Paris ont déposé un recours contre le décret créant la mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (MAPPP).

03/03/2006

Impact du nouveau statut des personnels des CCI sur les contrats en cours

CAA Nantes 2 décembre 2005, M^{me} Marilynne Grenon, n° 05NT00128.

06/03/2006

Les médiathèques, stars municipales

Alors que le Salon du livre s'ouvre aujourd'hui à Paris, porte de Versailles, où il se tiendra jusqu'au 22 mars, l'intérêt des Français pour les livres ne se dément pas. La preuve : les bibliothèques et médiathèques municipales restent les équipements culturels qu'ils fréquentent le plus, toutes générations mêlées. L'Hexagone en compte déjà 4.000, et les projets se multiplient. Si bien que l'Etat peine à financer, aux côtés des collectivités locales, l'ensemble des dossiers.

18/03/2006

La carte de France des hôpitaux redessinée

Les agences régionales de l'hospitalisation, dépendantes du ministère de la Santé, rendront la semaine prochaine leurs plans de restructuration des établissements publics et privés pour les cinq ans à venir. Elles doivent composer avec les pressions des élus locaux

23/03/2006

Les défis de l'organisation du système de santé

Au moment où le délai fixé pour l'adoption des schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS), troisième génération, vient à son terme, et où les élus locaux seront plus largement sollicités, il paraît intéressant de faire un point sur les défis que devra relever le système de santé dans les années à venir

27/03/2006

Hôpitaux de proximité : quel avenir ?

Les 355 hôpitaux locaux de France, soit le tiers de l'ensemble des hôpitaux publics, regroupent 24000 lits d'hospitalisation, dont 14500 de soins de longue durée et 5500 de soins de suite ou de réadaptation (14,3%). Ils n'ont pas de service d'urgences et, avec 3600 lits, le court séjour y est marginal.

31/03/2006

Constitution d'un GIP : étendue de la compétence ministérielle

Le refus, par le ministre compétent, d'approuver la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public doit être annulé pour erreur de droit, si la disposition législative applicable permettait cette initiative.

31/03/2006

Gestion de l'eau : pour des États plus responsables

Le président du conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, préconise de nouvelles modalités de partenariat public-privé sont préconisées pour les pays en développement.

22/03/2006

Remue-méninges autour du Code 2006

Comme "Le Moniteur" l'a révélé dans une précédente édition, le projet de décret a été transmis pour avis au Conseil d'Etat le 1er février 2006.

03/03/2006

Comment bien préparer un marché d'assurances

Depuis plusieurs années, les collectivités locales constatent qu'il est de plus en plus difficile de trouver un assureur, même lorsque l'assurance est obligatoire.

03/03/2006

Délibération autorisant la passation d'un marché

J0 Sénat Q. du 2 février 2006, p. 295, n° 20560.

06/03/2006

Estimation du montant prévisionnel d'un marché

10 Sénat Q. 2 février 2006, p. 296, n° 20561.

06/03/2006

Des marchés de formation de la région Rhône-Alpes annulés

La collectivité se voit reprocher d'avoir imposé aux organismes candidats de passer par la voie électronique pour remettre leur offre, obligation jugée contraire à l'égalité d'accès à la commande publique.

10/03/2006

Vers un Code résolument pro-PME

La France détient le plus fort taux de créations d'entreprises en Europe. Et la majorité de l'emploi salarié est concentrée dans les petites et moyennes entreprises.

10/03/2006

Marché de définition ou dialogue compétitif ?

Quelques conseils pour y optimiser ces procédures, à la lumière des modifications prévues par le Code 2006 des marchés publics.

10/03/2006

Conception-réalisation ou dialogue compétitif ?

Les contrats de conception-réalisation permettent d'associer l'entrepreneur aux études de conception d'un ouvrage.

10/03/2006

Décompte général : l'impact d'une contestation amiable

" Le règlement amiable joue un rôle important dans les litiges nés de la commande publique. En cas de contestation du décompte général, la saisine régulière du comité consultatif de règlement amiable (CCRA) suspend les délais de forclusion prévus par le CCAG travaux.

10/03/2006

Accès des PME aux marchés publics

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

10/03/2006

Précisions sur les documents exigibles d'une société candidate à un appel d'offres

Une commission d'appel d'offres ne méconnaît pas les articles 52 et 55 du code des marchés publics en écartant la candidature d'une société en nom collectif non soumise à l'impôt sur les sociétés n'ayant pas produit les attestations fiscales ou l'état annuel des certificats reçus de chaque associé la composant.

13/03/2006

Le mieux-disant social un " critère " à manier avec précaution

Les associations adjudicatrices, placées sous influence publique, peuvent inclure en toute légalité une clause sociale dans les critères d'attribution de leurs marchés. Elles doivent cependant prendre quelques précautions rédactionnelles pour éviter tout contentieux

15/03/2006

Délibération autorisant la passation d'un marché : le montant global de l'opération doit y figurer

Rép. min. à QE, JO Sénat du 2 février 2006, page 295.

15/03/2006

Le Code 2006 en 10 questions

Attendu pour le printemps, le Code 2006 des marchés publics devrait être d'application immédiate. C'est donc aujourd'hui qu'il faut s'y intéresser pour anticiper sa mise en oeuvre. A partir de la dernière version connue, établie pour la réunion interministérielle du 16 janvier 2006, "Le Moniteur" recense les modifications les plus importantes qui sont attendues.

17/03/2006

Code 2006 : comment bien gérer la période transitoire ?

Depuis le 1er février 2006, les directives européennes priment sur le Code français des marchés publics. Certes, la majeure partie des dispositions communautaires est déjà transposée dans le Code, mais certaines incompatibilités demeurent.

17/03/2006

Contrôle du juge sur la clause prévoyant une indemnisation en cas de résiliation d'un contrat

CAA Versailles, 7 mars 2006, Commune de Draveil c/Sté Via Net Works France, n° 04VE01381

20/03/2006

Eligibilité au FCTVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal

Le Conseil d'Etat reconnaît l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal et des redevances forfaitaires versées par une collectivité publique au cocontractant d'un marché public.

20/03/2006

Contrat de sous-traitance d'un service public et application du code des marchés publics

Quand la SNCF est chargée de l'exécution du service du transport ferroviaire régional, la procédure de dévolution des marchés par lesquels elle sous-traite l'exploitation des lignes routières complétant ou remplaçant une ligne ferroviaire ne relève pas du code des marchés publics mais de la loi du 11 décembre 1992 et du décret du 3 août 1993.

20/03/2006

Marchés publics : consultation sur la nomenclature européenne

Entreprises, pouvoirs adjudicateurs, donnez votre avis ! La Commission européenne lance une vaste consultation sur la mise à jour du "vocabulaire commun pour les marchés publics".

24/03/2006

Les entreprises face à la dématérialisation des marchés publics

46 452 dossiers ont été téléchargés en 2005, mais moins de 5% ont donné lieu à des réponses électroniques sur le site de l'Etat marches- publics.gouv.fr (sauf ministère de la Défense).

24/03/2006

Dématérialisation des pièces justificatives avant leur transmission au comptable public

Réponse ministérielle du 2 février 2006

24/03/2006

Le critère social exprès d'attribution : un cadeau en trompe-t-il fait aux élus

Afin sans doute de contourner la jurisprudence du Conseil d'Etat, jugée hostile au mieux-disant social, la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, dite loi Borloo, redonne vie en son article 58 au critère social en tant que critère d'attribution d'un marché public, expressément visé à l'article 53-11 du code des marchés publics. Or, eu égard aux exigences des droits communautaire et interne de la commande publique, la loi n'aura pas les effets escomptés. Le mieux-disant social se heurte, en effet, à la condition liée à l'objet du marché et risque d'avoir un effet discriminatoire.

27/03/2006

Moins de risques avec le futur cadre juridique ?

Appelées à devenir une pratique courante, les enchères électroniques inversées suscitent aujourd'hui quelques interrogations dans l'attente du nouveau Code des marchés publics

31/03/2006

Limoges promeut la dématérialisation

Limoges a convié ses fournisseurs à une démonstration de dématérialisation des marchés publics.

31/03/2006

La commande publique au service du développement des PME

Les achats publics, qu'ils soient le fait d'administrations, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, représentent un moteur essentiel pour le développement des PME.

31/03/2006

Partez à la conquête de nouveaux marchés sur Internet

Aujourd'hui, Internet permet à toutes les sociétés, quelle que soit leur taille, de consulter les appels d'offres publics, de télécharger les dossiers de consultation et de déposer leur candidature en ligne.

31/03/2006

Allotissement des marchés pour permettre aux PME d'accéder aux marchés plus importants

Réponse ministérielle du 10 janvier 2006

03/03/2006

Élus et marchés publics : la boîte de pandore est ouverte !

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu le 21 septembre 2005 un arrêt en matière de délit de favoritisme dont le contenu ne manquera pas de susciter un climat d'insécurité juridique préoccupant pour les élus et les agents publics, en ce que le champ matériel du délit se trouve considérablement élargi par cette décision.

15/03/2006

Éligibilité au FCTVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal

Le Conseil d'Etat reconnaît l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal et des redevances forfaitaires versées par une collectivité publique au cocontractant d'un marché public.

20/03/2006

Les entreprises face à la dématérialisation des marchés publics

46 452 dossiers ont été téléchargés en 2005, mais moins de 5% ont donné lieu à des réponses électroniques sur le site de l'Etat marches- publics.gouv.fr (sauf ministère de la Défense).

24/03/2006

Dématérialisation des pièces justificatives avant leur transmission au comptable public

Réponse ministérielle du 2 février 2006

24/03/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

Les référendums locaux

Afin de faire participer davantage les citoyens à la vie publique, les collectivités locales organisent de manière plus fréquente des référendums locaux qui n'ont pas toujours la même valeur juridique.

13/03/2006

Fièvre éditoriale chez les élus locaux

Du maire au président de région, ils veulent tous leur gazette. Une communication parfois coûteuse et jamais dénuée de calcul politique.

30/03/2006

Jusqu'où externaliser la communication ?

Les administrations ne disposent pas toujours de personnels ayant les compétences requises pour assurer leurs missions de communication. C'est sans doute pour cela que nombre d'entre elles font appel à des sociétés externes.

30/03/2006

Communication financière : transparence accrue et outils multiples

Face à une croissante de transparence financière et de justification des dépenses publiques, les outils de communication s'améliorent et se multiplient pour répondre à la demande de publics très variés. L'exemple de quelques grandes villes.

31/03/2006

Communication financière : transparence accrue et outils multiples

Face à une croissante de transparence financière et de justification des dépenses publiques, les outils de communication s'améliorent et se multiplient pour répondre à la demande de publics très variés. L'exemple de quelques grandes villes.

31/03/2006

Trois pôles à l'assaut du monde

L'Ile-de-France compte 3 pôles de compétitivité "de niveau mondial" ou "à vocation mondiale" Leur mission : placer notre région parmi les leaders mondiaux de leur spécialité. Les PME franciliennes ont une carte à jouer

01/03/2006

Les entreprises sont optimistes sur le financement de l'innovation

" La Tribune " présente en exclusivité le second baromètre Alma Consulting Group sur le financement de l'innovation. Bonne nouvelle, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à utiliser les financements publics.

01/03/2006

Les aides publiques aux entreprises et les allégements de cotisations sociales sur les bas salaires ; l'analyse du Conseil d'orientation pour l'emploi

Le rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi rappelle que le dispositif français d'aides publiques souffre de certaines carences.

01/03/2006

Aides économiques : attention aux obligations communautaires !

Une circulaire rappelle aux collectivités locales qu'elles doivent respecter les règles communautaires de concurrence pour le versement de leurs aides aux entreprises.

03/03/2006

Allotissement des marchés pour permettre aux PME d'accéder aux marchés plus importants

Réponse ministérielle du 10 janvier 2006

03/03/2006

Aides publiques aux entreprises : application des règles communautaires de concurrence au plan local

Circulaire du 26 janvier 2006

03/03/2006

2 milliards d'euros pour les business angels

Cette levée de fonds de 2 milliards d'euros se fera sur les marchés financiers avec une garantie de l'Etat et permettra d'associer fonds publics et fonds privés dans les investissements en capital

06/03/2006

Mov'eo devient un pôle à " vocation mondiale "

Le gouvernement a labellisé hier comme pôle de compétitivité " à vocation mondiale" le projet Mov'eo, qui a pour thème la sécurité et la protection de l'environnement dans le domaine de l'automobile.

07/03/2006

L'agroalimentaire, l'autre cheval de bataille de Toulouse

La région Midi-Pyrénées entend obtenir un troisième label pôle de compétitivité baptisé Agro. Agrossources, valorisation des produits locaux et traçabilité constituent les axes majeurs de cette candidature.

08/03/2006

L'Agro est son credo

Depuis trente ans, Jean- Louis Chauzy oeuvre pour la sauvegarde de l'emploi. Il porte le projet toulousain Agro, avec une ferveur sans faille.

08/03/2006

✚ Santé : Nîmes accueille Orpheme; le 67e pôle de compétitivité

Languedoc-Roussillon et Paca ont réuni leurs projets Holobiosud et Bioméditerranée pour donner naissance à un nouveau pôle sur les pathologies émergentes et maladie orphelines. Orpheme a déjà labellisé 18 projets de R&D

08/03/2006

✚ Le Comité interministériel des villes et du développement social urbain a créé 15 nouvelles zones franches

Le Comité interministériel des villes et du développement social urbain a mis en place les nouveaux contrats urbains de cohésion sociale : à partir du 1er janvier prochain, ils se substitueront aux contrats de ville avec une géographie prioritaire redéfinie.

10/03/2006

✚ Confirmation du caractère d'aides d'Etat des subventions accordées à Ryanair

CE 27 février 2006, Compagnie Ryanair Limited, CCI de Strasbourg et du Bas- Rhin, n° 264406.

13/03/2006

✚ Les investisseurs au chevet des PME innovantes

Le premier "forum du financement de l'innovation et de la compétitivité" s'est tenu à Lyon, le 7 mars. Il a donné lieu à 400 rencontres d'affaires. Six forums suivront d'ici à 2007.

16/03/2006

✚ Comment utiliser le chèque emploi TPE

Lancé en septembre dernier, le chèque emploi TPE (CETPE) est destiné à faciliter l'embauche dans les entreprises de moins de six personnes

17/03/2006

✚ Acquisition par un EPCI d'un immeuble situé sur le territoire d'une communauté de communes voisine en vue de maintenir la présence d'une entreprise

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

24/03/2006

✚ Aides économiques : où commence la compétence des Epci ?

L'intervention d'une communauté de communes ayant pour objet d'acquérir un bâtiment cédé par une entreprise, dans le but d'aider celle-ci à s'implanter sur son territoire, n'est pas compatible avec le régime des aides économiques que peuvent apporter les collectivités locales ou leurs groupements.

24/03/2006

✚ Acquisition par un EPCI d'un immeuble situé sur le territoire d'une communauté de communes voisine en vue de maintenir la présence d'une entreprise

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

24/03/2006

✚ Un séminaire-atelier pour anticiper les mutations économiques

A l'initiative de l'Etat, une formation pour faire le point sur les derniers textes et mettre en commun les bonnes pratiques.

27/03/2006

✚ Il s'est créé 24.000 entreprises à Paris en 2005

Cinq ans après son élection, Bertrand Delanoë défend son bilan économique. Le maire de Paris met en avant l'aménagement de 10 % du territoire parisien. Il juge prioritaires deux secteurs : les services et les nouvelles technologies. Et confirme vouloir mener de grands projets avec les communes riveraines.

27/03/2006

Grenoble fait le choix de l'innovation pour tous

La dynamique agglomération rhon-alpine s'est forgée une image forte grâce aux micro et nanotechnologies, mais elle veut éviter de s'enfermer dans une monoculture high-tech - 29/03/2006

"140 Développement économique local" Ces contrats aides qui servent mal l'emploi * Goûteux, complexes et peu efficaces en termes d'insertion professionnelle, ils restent l'arme antichômage préférée des politiques français.

30/03/2006

Les commissions départementales d'équipement commercial (CDEC)

La mise en oeuvre de la réglementation relative à l'équipement commercial incombe aux commissions départementales et nationales d'équipement commercial (CDEC et CNEC). instances indépendantes qui statuent sur les projets d'équipement commercial et hôtelier sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir.

31/03/2006

Très petites entreprises : comment les attirer

Les très petites entreprises (TPE) sont indispensables au développement d'un territoire. Mais, parce qu'elles bougent peu, elles sont difficiles à attirer. En dix points, les idées qui marchent et les erreurs à ne pas commettre.

31/03/2006

Grenoble, technopole modèle

En misant avec succès sur le triptyque industrie-recherche-université, Grenoble a servi d'exemple à l'élaboration du concept de pôles de compétitivité. L'ouverture du Minatec et le lancement de Minalogic devraient permettre à la ville de franchir une nouvelle étape d'un développement fondé sur les micro et nanotechnologies. Mais le modèle grenoblois devra se réinventer s'il veut conserver son avance.

31/03/2006

L'Etat répartit entre les régions l'enveloppe des fonds européens

Le gouvernement a reparti les 12,7 milliards d'euros des fonds européens Feder et FSE pour la période 2007-2013 en tenant compte à la fois de la réduction de l'enveloppe accordée par Bruxelles et de nouveaux critères d'attribution.

07/03/2006

Aménagement du territoire : l'Etat affirme son autorité

Il garde la haute main sur les fonds européens, recentre les contrats de plan et affecte 300 millions d'euros supplémentaires aux pôles de compétitivité dont le mécanisme est simplifié.

07/03/2006

Gironde : les banques derrière l'aménageur du site Mégajoule

La SEM en charge de l'aménagement de la zone d'accueil des sous-traitants du Laser géant Mégajoule a passé un accord avec 5 banques.

22/03/2006

Encadrement européen des aides publiques locales accordées aux entreprises

Une circulaire du Premier ministre du 26 janvier 2006 a présenté les conditions d'application au plan local des règles communautaires de concurrence relatives aux aides publiques aux entreprises

31/03/2006

Le contrôle des aides aux entreprises se met en place

Pour les élus, il s'agit moins de traquer d'éventuels fraudeurs ou chasseurs de primes que de rationaliser des politiques locales difficilement lisibles

01/03/2006

Acquisition par un EPCI d'un immeuble situé sur le territoire d'une communauté de communes voisine en vue de maintenir la présence d'une entreprise

Réponse ministérielle du 31 janvier 2006

24/03/2006

Gironde : les banques derrière l'aménageur du site Mégajoule

La SEM en charge de l'aménagement de la zone d'accueil des sous-traitants du Laser géant Mégajoule a passé un accord avec 5 banques.

22/03/2006

 **L'Elysée étudie le projet de banque sociale du président d'Emmaüs**

Alors que s'ouvre la semaine du microcrédit, les initiatives pour prêter aux plus démunis se multiplient
28/03/2006

 **L'Elysée étudie le projet de banque sociale du président d'Emmaüs**

Alors que s'ouvre la semaine du microcrédit, les initiatives pour prêter aux plus démunis se multiplient
28/03/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'Etat répartit entre les régions l'enveloppe des fonds européens

Le gouvernement a reparti les 12,7 milliards d'euros des fonds européens Feder et FSE pour la période 2007-2013 en tenant compte à la fois de la réduction de l'enveloppe accordée par Bruxelles et de nouveaux critères d'attribution.

07/03/2006

Aménagement du territoire : l'Etat affirme son autorité

Il garde la haute main sur les fonds européens, recentre les contrats de plan et affecte 300 millions d'euros supplémentaires aux pôles de compétitivité dont le mécanisme est simplifié.

07/03/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Les conseils généraux de gauche dénoncent les effets des transferts de compétences

Le gouvernement, du fait de transferts de compétences mal compensés, incite les conseils généraux à augmenter leurs impôts, affirment les 52 présidents de gauche. Ceux-ci chiffrent à 4,5 % la hausse des taux cette année.

23/03/2006

La décentralisation, un marché de dupes?

Pas une semaine ne passe sans que des élus locaux se plaignent de manquer de moyens pour assurer leurs nouvelles missions. La question est aussi ancienne que la décentralisation. Les compensations financières octroyées par l'État aux collectivités sont-elles suffisantes ?

30/03/2006

L'administration territoriale au Danemark

Le Danemark est une monarchie parlementaire. Le Parlement est composé de 179 membres, dont 175 sont élus au Danemark, 2 au Groenland et 2 dans les îles Féroé

13/03/2006

Encadrement européen des aides publiques locales accordées aux entreprises

Une circulaire du Premier ministre du 26 janvier 2006 a présenté les conditions d'application au plan local des règles communautaires de concurrence relatives aux aides publiques aux entreprises

31/03/2006

Rhodia se redresse et commence à vendre ses " droits à polluer "

Le chimiste français vend, à terme, une partie de ses crédits d'émission de gaz à effet de serre, conformément au mécanisme mis en place dans le cadre du protocole de Kyoto. En 2005, la perte nette est encore lourde

02/03/2006

Des déchets deux fois plus chers à traiter qu'en 1994

La France croule sous ses ordures

03/03/2006

Le marché du CO2, nouvelle source de profits pour les entreprises

Ce mécanisme permet aux industriels de vendre ou d'acheter des tonnes de gaz carbonique. Le chimiste Rhodia, qui compte céder 6,5 millions de tonnes de crédits d'émissions, prévoit un profit potentiel de 100 millions d'euros.

15/03/2006

TEOM : la hausse programmée ?

Si la TEOM a connu une forte hausse, on peut craindre que le pire soit devant nous... Nombre de communautés d'agglomération sont tentées de l'augmenter, pour financer le traitement des déchets ménagers... et trouver de nouvelles recettes... un réel problème d'équité fiscale.

15/03/2006

Pollueurs payeurs

Texte disponible sur www.temtorial.fr, rubrique " base de données " puis " textes juridiques ".

15/03/2006

Pour combattre la pénurie, une eau plus écologique et moins chère

Dans les pays pauvres, où l'accès à une eau de bonne qualité est un défi quotidien, il faut allier ingéniosité technique et éducation des populations. Pour améliorer la qualité de l'eau, son approvisionnement, mais aussi l'assainissement des eaux usées, les solutions choisies au niveau local sont de plus en plus écologiques et, dans la mesure du possible, de faible coût.

15/03/2006

Une prime au stockage des déchets radioactifs pour convaincre les élus locaux

Les départements qui accueilleront un site de stockage bénéficieront d'une compensation financée par les contributions des producteurs de déchets.

17/03/2006

Le conseil régional de Bretagne subventionne l'aménagement durable

Le nouveau éco-Faur (fonds d'aménagement urbain régional) favorise la création d'équipements urbains respectueux de l'environnement: 49 projets ont été retenus à l'issue d'une première sélection.

17/03/2006

L'eau déboire du siècle

Le Forum mondial de l'eau s'est ouvert à Mexico. Plus d'un milliard de personnes dans les pays en développement n'ont toujours pas accès à une eau potable.

17/03/2006

Rien n'est possible sans la volonté des Etats

L'eau est un facteur de tensions dans beaucoup d'endroits de la planète, peut-elle également être un facteur de paix ?

17/03/2006

Les déchets nucléaires descendent à la mine

Les chercheurs de l'Andra ont conclu à la faisabilité du stockage géologique des déchets nucléaires. L'agence réfléchit à une version industrielle de son laboratoire.

20/03/2006

Des traitements biologiques pour les sols

Développés in situ ou dans des centres spécialisés, les procédés biologiques sont de plus en plus utilisés pour dépolluer les sols. Gros plan sur ces techniques rentables et respectueuses de l'environnement.

20/03/2006

Une usine de production fait barrage aux pollutions historiques

Le Grand Dijon a trouvé une solution technique originale pour sécuriser son approvisionnement en eau et régénérer sa nappe. - 20/03/2006

Gestion de l'eau : pour des États plus responsables

Le président du conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, préconise de nouvelles modalités de partenariat public-privé sont préconisées pour les pays en développement.

22/03/2006

Le recyclage de l'eau entre dans les usines

L'eau de qualité va manquer. Le quatrième forum mondial de Mexico, qui s'est terminé hier, l'a démontré. Pour l'industrie, déjà très économe par nécessité, le recyclage de l'eau commence à s'imposer.

23/03/2006

L'eau peut-elle être gratuite ?

Chaque jour, jusqu'à 30 000 personnes meurent de maladies liées au manque d'eau potable. Après vingt ans de bonnes intentions proclamées, 1,5 milliard d'habitants de la planète n'ont toujours aucun accès à cette ressource vitale

23/03/2006

Les nouvelles règles de dépollution des sites

L'article L. 512-17 du Code de l'environnement a été complété par un décret du 13 septembre 2005. De nouvelles règles sont désormais applicables à la réhabilitation des sites pollués. Pour les sites sur lesquels sont exploitées des installations nouvelles, le nouveau régime est applicable à compter du 1er mars 2006. Pour les autres sites, la date à retenir est le 1er octobre 2005.

24/03/2006

Eau : régler la fracture

Le manque de ressources aqueuses est une catastrophe. Les pays riches ne peuvent se contenter de réduire leur arrosage. L'aide aux pays en développement s'impose.

24/03/2006

Déchet : optimiser la collecte des emballages

12 euros par an par habitant c'est le coût de la collecte et du tri des emballages ménagers. En intégrant les soutiens et les recettes de valorisation, le coût à la charge des collectivités tombe à 6 euros par an et par habitant

27/03/2006

Hagenau expérimente le chauffage à l'huile de colza dans une école

La commune teste le biocombustible. A terme, elle souhaite développer une filière locale.

27/03/2006

Une usine à gaz pour la transparence nucléaire

Débatte aujourd'hui à l'Assemblée, le projet de loi TSN entend mettre en place un système de contrôle complexe et contesté

27/03/2006

Lille va traiter ses ordures ménagères pour en extraire du gaz

Le plus grand centre de valorisation des déchets d'Europe ouvrira en 2007

28/03/2006

Remise en état de site pollué par l'exploitant. La prescription trentenaire s'applique

L'administration s'est toujours refusée à libérer dans le temps l'exploitant d'une installation classée de son obligation de remise en état du site sur lequel était sise son activité, et jusqu'ici, la jurisprudence la rejoignait sur ce point. Dans un arrêt rendu le 8 juillet 2005, le Conseil d'Etat a jugé que cette obligation est susceptible d'être prescrite dans un délai de 30 ans.

31/03/2006

Le nouveau bordereau de suivi des déchets

Les entreprises sont responsables de l'élimination des déchets qu'elles produisent ou détiennent. Elles doivent à ce titre renseigner et conserver les informations relatives au circuit de traitement de leurs déchets dangereux en émettant un bordereau de suivi que le décret du 30 mai 2005 a simplifié et qui est entré en vigueur le 1er décembre 2005.

31/03/2006

Le critère de la protection de l'environnement

Le Code des marchés publics du 7 janvier 2004 a permis à l'exigence de protection de l'environnement de "s'inviter" dans un droit de la commande publique qui, à première vue, n'avait pas vocation à prendre en compte de telles considérations.

31/03/2006

Nouveau programme de la Commission en matière de recyclage des déchets

La Commission européenne a présenté, en décembre 2005, la stratégie communautaire en matière de prévention et de recyclage des déchets

31/03/2006

Environnement : une stratégie thématique pour la ville

Face aux risques urbains et à la gestion des déchets, les autorités locales sont en première ligne. La Commission européenne le reconnaît clairement dans deux stratégies qu'elle vient d'adopter : urbaine et déchets.

31/03/2006

Méthanisation, ou comment tirer le meilleur parti de la FFOM

La méthanisation des déchets municipaux se développe de façon importante en France et en Europe. Elle permet une double valorisation, énergétique et agronomique, de leur fraction fermentescible (FFOM). La préparation des déchets et leur post-traitement sont aussi importants que la méthanisation elle-même. Le traitement des refus de tri doit être pris en compte dès l'origine des projets.

31/03/2006

Les quotas de CO² rebattent les cartes de l'énergie

La maîtrise des gaz à effet de serre est devenue un enjeu essentiel de compétitivité des producteurs d'énergie. Le nucléaire et le gaz naturel constituent de sérieux atouts.

31/03/2006

TEOM : la hausse programmée ?

Si la TEOM a connu une forte hausse, on peut craindre que le pire soit devant nous... Nombre de communautés d'agglomération sont tentées de l'augmenter, pour financer le traitement des déchets ménagers... et trouver de nouvelles recettes... un réel problème d'équité fiscale.

15/03/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

Actes administratifs : la modernisation du contrôle de légalité

Mission fondamentale que la Constitution confie aux préfets, le contrôle de légalité est un élément essentiel permettant de garantir un Etat de droit auquel nos concitoyens sont très attachés. Son importance a été rappelée avec vigueur lors des travaux préparatoires à la révision constitutionnelle par laquelle s'est ouvert l'acte 11 de la décentralisation.

31/03/2006

La dématérialisation du contrôle de légalité en marche.

Aujourd'hui, les communes peuvent télétransmettre leurs délibérations à leur préfecture. Il ne leur reste plus qu'à choisir leur solution de télétransmission.

31/03/2006

La dématérialisation du contrôle de légalité en marche.

Aujourd'hui, les communes peuvent télétransmettre leurs délibérations à leur préfecture. Il ne leur reste plus qu'à choisir leur solution de télétransmission.

31/03/2006

 ***Le contrôle des aides aux entreprises se met an place***

Pour les élus, il s'agit moins de traquer d'éventuels fraudeurs ou chasseurs de primes que de rationaliser des politiques locales difficilement lisibles

01/03/2006

Les collectivités reprennent la main

En zone urbaine ou rurale, la crise du foncier est criante
20/03/2006

L'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)

Rapport d'information fait par M. Yann Gaillard, sénateur, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation
24/03/2006

Outils de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux potables

Invisible car souterraines, donc méconnus : voici comment peuvent être caractérisés les réseaux d'eau potable. Et pourtant, en France, ce patrimoine vieux de plus d'un siècle s'étend sur 850 000 km soit 21 fois le tour de la terre pour une valeur de 85 millions d'euros. Les systèmes d'information géographique (SIG) en sont aujourd'hui devenus l'outil de gestion incontournable
31/03/2006

Provisions pour démantèlement, enlèvement et remise en état de sites : quel taux d'actualisation retenir dans les comptes individuels ?

Les nouvelles règles comptables sur les actifs applicables pour l'exercice 2005 ont fait l'objet d'un avis du Comité d'urgence du CNC relatif aux coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état de sites dans les comptes individuels. Quelles sont les précisions de l'avis CU CNC 2005-H sur le taux d'actualisation à retenir dans les comptes individuels ?
13/03/2006

Provisions pour démantèlement, enlèvement et remise en état de sites : quel taux d'actualisation retenir dans les comptes individuels ?

Les nouvelles règles comptables sur les actifs applicables pour l'exercice 2005 ont fait l'objet d'un avis du Comité d'urgence du CNC relatif aux coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état de sites dans les comptes individuels. Quelles sont les précisions de l'avis CU CNC 2005-H sur le taux d'actualisation à retenir dans les comptes individuels ?
13/03/2006

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Élus et marchés publics : la boîte de pandore est ouverte !

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu le 21 septembre 2005 un arrêt en matière de délit de favoritisme dont le contenu ne manquera pas de susciter un climat d'insécurité juridique préoccupant pour les élus et les agents publics, en ce que le champ matériel du délit se trouve considérablement élargi par cette décision.

15/03/2006

10 questions sur les responsabilités des directeurs du médico-social

S'il n'existe aucune donnée statistique sur la mise en cause pénale des directeurs d'établissement, l'extension croissante de leurs missions est de nature à mettre plus souvent en cause leur responsabilité.

31/03/2006

Responsabilité pénale des élus locaux

La responsabilité pénale d'un élu délégué de pouvoir par le maire peut-elle être reconnue ?

31/03/2006

CORRUPTION

Feu l'affaire des HLM de Paris

La procureure prononçait, mardi 14 mars, son réquisitoire dans ce qui aurait pu être le procès du financement du RPR. Voici pourquoi aucun homme politique n'est poursuivi
15/03/2006

Liquidation du "supermarché de la fausse facture"

La procureure a requis de la prison avec sursis et accablé l'ex-patron de l'Opac.
15/03/2006

Corruption : les cadres territoriaux peu touchés

Les mises en examen de cadres territoriaux demeurent très marginales. Les risques de se placer dans l'illégalité sont pourtant nombreux. Les efforts de prévention doivent se concentrer sur les postes clés.
20/03/2006

Entente dans les travaux publics en Ile-de-France

Décision du conseil de la concurrence du 21 mars 2006 relative à des pratiques mises en oeuvre dans le secteur des travaux publics
31/03/2006

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Les E-mails sont des documents administratifs

La loi spécifie que sont considérés comme des documents administratifs "les dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles, correspondances, avis, prévisions et décisions ". Cette large définition était valable quel que soit le support utilisé.

31/03/2006

COMPTES DE CAMPAGNE

Emissions de radio gratuites en faveur d'un candidat : il s'agit d'un don prohibé

Rép. min. à QE, JO Sénat du 2 février 2006, page 250.
15/03/2006

Elections : L'Utilisation d'Internet

Les collectivités peuvent créer ou maintenir en fonctionnement un site Internet en période électorale.
20/03/2006

Élections : Dépenses électorales

Par cet arrêt, le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas de raison d'interpréter l'article L.52-12 du Code électoral en ne visant que les dépenses de propagande stricto sensu.
27/03/2006